

RÉPUBLIQUE FRANCAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX

84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-quatre et le douze février, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
12 février 2024

Date de convocation : 6 février 2024

Mise en ligne le : 6 février 2024

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 48 (délibérations n°1-24 à 6-24) ; 49 (à partir de la délibération n°7-24)

Nombre de votants : 55 (délibération n°3-24) ; 56 (délibérations n°1-24 à 2-24 puis délibérations n°4-24 à 6-24) ; 57 (à partir de la délibération n°7-24)

Nombre d'absents : 4 (délibérations n°1-24 à 6-24) ; 3 (à partir de la délibération n°7-24)

PRÉSENTS : Aubignan : Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes de Venise :** Jérôme BOULETIN **Beaumont du Ventoux :** Alain BREMOND **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Alain BELHOMME - Victorine SURTEL - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Véronique MENCARELLI - Claudine MORA - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Pierre BOURDELLES **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Gigondas :** Michel MEFFRE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON **Mazan :** Louis BONNET - Joséphine AUDRIN - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Patrice FLAGEAT - Alexandre KORMANYOS (à partir de la délibération n°7-24) **Suzette :** Patricia OLIVERO **Vacqueyras :** Thérèse BAUDOUIN suppléante de Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Caroline BALAS à Yvette GUIOU - Jean-Pierre CAVIN à Bernard BOSSAN - Catherine RIMBERT à Bertrand de LA CHESNAIS - Jean-Marc ISSARTIER à Christiane MORIN-FAVROT - Claude MELQUIOR à André AIELLO - Chantal MOCZADLO à Frédéric TENON - Georges MICHEL à Louis BONNET - Audrey FRANQUET à Anne-Marie BARDET.

ABSENTS EXCUSÉS : Michel BLANCHARD - Pauline DREANO - François ILLE - Alexandre KORMANYOS (jusqu'à la délibération n°6-24).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Dominique PLANCHER

Conseil communautaire du 12 février 2024

Délibération n°26-24

Objet : Convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2024 avec l'association « Pirouettes » de Mazan

Conseil communautaire du 12 février 2024

Délibération n°26-24

Objet : Convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2024 avec l'association « Pirouettes » de Mazan

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence intercommunale en matière d'accueil Petite Enfance,

Vu la délibération n°15 du 29 mars 2004 définissant l'intérêt communautaire en matière d'accueil Petite Enfance, modifiée par la délibération n°78 du 27 juin 2016,

Vu le projet de convention d'objectifs et de financement pour la gestion du fonctionnement de la structure multi-accueil intercommunale de Mazan pour l'année 2024, entre la collectivité et l'association « Pirouettes »,

Entendu le rapport de la vice-présidente déléguée à la petite enfance, à la parentalité et aux actions éducatives,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la convention d'objectifs et de financement annuelle, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, avec l'association « Pirouettes » pour la gestion de la structure multi accueil intercommunale du même nom située sur la commune de Mazan, moyennant notamment le versement d'une subvention de fonctionnement de 115 910€

Article 2 : D'AUTORISER la Présidente à signer la dite convention et tous actes à cet effet.

Article 3 : DE PRÉCISER que la dépense correspondante sera imputée sur le budget ENF-4221-422117-65748.

la secrétaire de séance,


Dominique Plancher

la Présidente,


Jacqueline Bouyac

Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT L'ASSOCIATION « PIROUETTES » DE MAZAN ANNÉE 2024

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, La CoVe**, représentée par Jacqueline Bouyac, sa présidente et désignée sous le terme «la CoVe», d'une part,
et l'association **Pirouettes**, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 128, Chemin des Ecoliers – 84380 Mazan, No SIRET 954 285 730 000 14 Code APE 8891 A représentée par Laurence MEYSEN, sa présidente, désignée sous le terme «l'association», d'autre part,

Préambule :

En Conseil de Communauté du 29 mars 2004, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin a adopté la compétence Petite Enfance selon la définition suivante :

« Est défini d'intérêt communautaire, tout nouveau projet de développement contribuant à satisfaire les besoins du territoire dans le domaine de l'accueil de la Petite Enfance, c'est à dire à créer un effort nouveau et ce, dans le respect des orientations arrêtées entre la Caisse d'Allocations Familiales, la CoVe et les communes membres déjà signataires d'un Contrat Enfance Communal dans le cadre du Schéma de Développement du Contrat Enfance Intercommunal tripartite. »

De ce fait, à compter du 1^{er} janvier 2011, la CoVe est devenue compétente pour la structure multi-accueil **Pirouettes** située sur la commune de Mazan.

L'association **Pirouettes** qui assurait le fonctionnement de la structure avant le transfert de la compétence, poursuivra cette mission.

Les structures multi-accueil intercommunales et associatives financées par la CoVe sont les acteurs à part entière de la mise en œuvre de la politique d'accueil de la Petite Enfance décidée par les élus de l'intercommunalité. De fait, la structure associative intercommunale Pirouettes est un partenaire majeur, aux côtés des autres structures d'accueil du territoire, de la mise en œuvre de cette politique.

En 2023, la CoVe s'est engagée dans une démarche d'audit et de refonte de sa démarche de subventionnement des crèches associatives, en lien étroit avec les associations.

Cette démarche sera parachevée pour l'an prochain, ce qui donnera lieu à l'adoption par le conseil communautaire de nouvelles modalités d'instruction et de calcul des subventions à allouer, avec une grille d'analyse commune, juste et équilibrée, recentrée sur l'offre d'accueil, quelles que soient les structures et leur mode de gestion.

2024 est donc une année de transition vers ce nouveau modèle et d'accompagnement des associations.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage à gérer la structure multi accueil intercommunale « Pirouettes » de 45 places et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires.

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3 (relatif au montant de la subvention accordée ainsi qu'aux contributions non financières) et à l'article 4 (relatif aux conditions de versement de la subvention). La présente convention vaut également autorisation d'occupation du domaine public de la CoVe par l'association.

Article 2 : Durée de la convention

Cette convention aura une durée d'un an.

Elle prendra effet au 1^{er} janvier 2024 pour se terminer au 31 décembre 2024.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention annuelle

Le budget prévisionnel de l'association est présenté à la CoVe au plus tard le 30 novembre de

l'année précédant l'entrée en vigueur de la convention, avec la fonctionnalité.

En 2024, l'enveloppe des subventions est impactée par une revalorisation des plus bas salaires par la convention collective nationale des acteurs du lien social et familial. L'évolution moyenne nationale de la masse salariale de ces structures sera de +7% en 2024. La CoVe propose donc de suivre cette évolution à la même hauteur pour toutes les associations, sachant que la CAF doit en couvrir les deux tiers par l'octroi d'un bonus emploi.

En conséquence, pour l'année 2024, le montant de la subvention adopté par le conseil communautaire du 12 février 2024 est fixé à : **115 910 euros**.

Par ailleurs, pendant toute la durée de la convention, l'association bénéficiera de la part de la CoVe des contributions non financières suivantes :

- La mise à disposition gratuite des locaux et des équipements afférents situés 128, chemin des Ecoliers (84380) tels que décrits dans le procès-verbal liant la CoVe et la commune de Mazan.
- L'entretien de ces locaux (excepté le nettoyage courant).
- La prise en charge des dépenses d'eau et d'électricité et de téléphonie.
- L'entretien et le renouvellement du matériel informatique et du gros électroménager (lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle)

En contrepartie, l'association s'engage à souscrire les assurances «occupant » nécessaires afférentes.

Article 4 : Conditions de versement de la subvention.

La subvention sera versée sur le compte de l'association dans les conditions suivantes :

- Un premier acompte représentant 70% du montant de la subvention accordée sera versé dès signature de la présente convention.
- Le solde sera versé avant le 31 octobre 2024

Article 5 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir, avant la date du 30 avril 2024, le compte rendu financier de l'année précédente (bilan comptable et compte de résultat) de la structure suscitée signé par la présidente ou toute autre personne habilitée. Elle fournira également, avant la date du 30 avril 2025, les mêmes éléments appliqués à l'exercice 2024.

Article 6 : Autres engagements

L'association transmettra à la CoVe copie de l'ensemble des documents quantitatifs et qualitatifs relatifs à l'activité de la structure établis notamment à l'attention des services de la Caisse d'Allocations Familiales.

La CoVe ayant bénéficié de fonds PCPI de la part de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales pour la construction du bâtiment, le gestionnaire de la structure se doit d'appliquer les critères suivants :

- L'intercommunalité : toutes les familles domiciliées sur le territoire de la CoVe peuvent prétendre à une inscription sur la structure.
- L'accueil d'enfants porteurs de handicaps : le gestionnaire s'engage à favoriser l'accueil de ces enfants, en accord avec la famille et l'équipe de professionnels qui suit l'enfant.
- L'accueil d'urgence et l'accueil social ; le gestionnaire devra appliquer les critères définis et votés par la CoVe.

En percevant une subvention annuelle de fonctionnement de la part de la CoVe, l'association gère une structure à vocation intercommunale, et à ce titre, elle s'engage à appliquer les critères d'admission de l'intercommunalité et à participer à la commission d'admission intercommunale qui se réunit chaque année **fin avril, début mai**.

Afin d'instaurer une cohérence vis-à-vis des usagers, le service petite enfance de la CoVe, dans ses missions de coordination, a mis en place depuis plusieurs années une centralisation des pré inscriptions étendue à toutes les structures financées par la collectivité. En conséquence, la directrice de l'association participera, au même titre que les autres directrices de structure du territoire, à la tenue de permanences selon le calendrier fixé chaque semestre d'un commun accord.

En qualité de co-financeur, la CoVe par l'intermédiaire de son représentant sera invitée aux instances délibératives (conseil d'administration et assemblée générale).

Enfin, la CoVe ayant financé l'équipement des structures d'un logiciel de gestion (AGORA), elle attend que l'association utilise ce logiciel le plus largement possible (pré inscriptions, contrats, présences des enfants, facturation...).

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la CoVe a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans le cadre du suivi partenarial effectué par la CoVe et la CAF. Dans ce cadre, la CoVe attend de l'Association d'être informée de la tenue des différentes réunions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

Article 9 : Contrôle de la CoVe.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Il en va de même pour la production de toutes les pièces nécessaires à la juste appréciation notamment du montant de la subvention à verser.

Dans cette perspective, les bilans et résultats fournis par l'association pourront faire l'objet d'un examen par les élus en commission de contrôle des comptes.

Article 10 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions éventuellement provisoires de l'évaluation prévue à l'article 8 et à la réalisation du contrôle prévu à l'article 9.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Pour la communauté d'agglomération
Ventoux – Comtat Venaissin

La Présidente

Jacqueline Bouyac

Pour l'association Pirouettes

La Présidente

Laurence Meysen